La langue française : obstacle ou atout de l'« État-nation » ?¹

FRANÇOIS
ROUGET

At the beginning of the sixteenth century, French is not a national language. This article studies the phases of the evolution of the French language towards the homogeneity that will prevail at the beginning of the seventeenth century. The idea of a single French language, around the year 1525, is in a context of competition with Latin and French dialects; yet it becomes the political instrument of the royal power which uses the French language in order to reinforce itself and the unity of the French nation. Paradoxically, the development of the French language throughout the rediscovery of its national roots will also lead to the new emergence of political as well as linguistic regional identities.

On sait quel rôle la langue nationale joue dans le développement politique, économique, social et culturel d'un pays. Mais qu'en est-il pour la France du XVI^e siècle dont la langue française, jeune et hétérogène, n'est à ses débuts qu'un code linguistique difficilement accessible à tous ses locuteurs et qui souffre d'un discrédit face aux langues du savoir (le latin et le grec) et de l'humanisme européen (l'italien) ?

On a trop souvent tendance à oublier que le français dans le premier quart du XVI^e siècle n'est pas une langue nationale et qu'il est diversement parlé et compris dans les provinces qui composent le royaume. Les pouvoirs publics comme les individus — les documents en font foi — le déplorent au quotidien. C'est pour asseoir l'unité du royaume, en centralisant de plus en plus le contrôle des divers secteurs de la vie sociale, que François I^{er} s'est attelé à promouvoir le français comme langue du pouvoir dans toutes ses implications, notamment esthétiques.

Dans la présente étude, nous voudrions d'abord rappeler la situation du français au début du XVI^e siècle, comme langue, dans sa disparité intrin-

sèque face à la concurrence des autres langues et dialectes. Car c'est cette hétérogénéité, perçue par beaucoup de contemporains comme un handicap à la communication, qui va susciter ensuite de la part du pouvoir central une démarche pour générer un français de cour, utilisable aussi bien dans les affaires d'État que dans tous les autres secteurs d'activité. Les acteurs de la culture (imprimeurs, pédagogues, écrivains et autres artistes) sont mis à contribution pour développer et « illustrer la langue française ». On verra que cette mobilisation en faveur du français, largement financée et appuyée par le pouvoir royal, ne va pas sans heurts ni résistances. Face à une culture « nationale » naissante, qui met l'accent sur le français pour doter la France d'une histoire et d'une identité propres, les particularismes régionaux subsistent et se définissent précisément mieux par rapport à la nouvelle culture.

En voulant briser les différences linguistiques qui fragmentaient ses provinces, François I^{er} aura cherché à convertir une faiblesse et un obstacle à l'hégémonie des Valois en une force et un atout qui propulsent une France divisée et déchirée sur l'échiquier des nations européennes.

Les trois parties de cette étude s'inscrivent dans un vaste projet dont le Groupe de Travail de Recherche Concertée sur les « Voies du français », dirigé par France Martineau, est la face visible et institutionnelle². Ce projet venant de démarrer, on comprendra que le développement qui suit se pose moins comme une réflexion aboutie que comme les prolégomènes d'une recherche en cours.

I. Langues et dialectes au début du XVI^e siècle : état des lieux

Les historiens de la langue française, depuis les travaux de Ferdinand Brunot³, ont étudié les facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels qui ont conduit le Moyen Français dans la voie de l'émancipation et de la normativité. Instrument de la construction d'une « nation française », la langue a fait l'objet d'une attention particulière des acteurs de la vie culturelle et favorisé l'essor d'une identité nationale. À la fois agent et produit de cette identité, cette langue française a été choisie comme vecteur d'une représentation idéale du pouvoir centralisé autour de la figure du roi. Pourtant, il s'en faut de beaucoup qu'elle ait été partagée par tous les sujets locuteurs du royaume et que la mission dont elle fut investie alors ait été reçue favorablement des acteurs de la vie civile. La codification progressive du français, que l'on observe distinctement du début du règne de François I^{er} à la fin de celui d'Henri IV, est l'aventure mouvementée d'une histoire complexe, à la fois interne à la langue (hétérogénéité, concurrence des langues et dialectes) et relevant de la vie « politique » du royaume. Pour saisir les enjeux et les limites de l'évo-

lution du français — question cruciale pour comprendre le sens de l'histoire politique de la France au XVI^e siècle —, il est important de dresser un état des lieux de la situation (statut, fonctions) des langues en usage en France sous l'ère des Valois.

La « configuration du paysage linguistique français au XVI^e siècle » (G. Defaux)⁴ se caractérise d'abord par la diversité, le morcellement et la bigarrure des langages ruraux, à tel point qu'il y a « autant de coutumes et de langages humains que de peuples et de villes » (Ch. de Bovelles)⁵. S'il existe un dénominateur commun qui permet aux sujets de communiquer et de se comprendre (le roman), en revanche le paradigme du français n'est encore qu'en gestation, à l'état virtuel. C'est au cours de son processus de constitution politique que la France va se doter au même moment d'une langue commune. Au départ, pourtant, la France est une société polyglotte « au sein de laquelle le français n'est qu'une langue vivante parmi de nombreuses autres » (P. Cohen)⁶. La pratique de la langue est surtout configurée en fonction des appartenances sociales ou idéologiques. Les grandes divisions sont encore nettement marquées entre la langue d'oïl au Nord et la langue d'oc au Sud. À l'intérieur de ces aires, dialectes et patois cohabitent le plus souvent avec les langues étrangères plus ou moins récemment implantées comme l'italien et l'espagnol. Une autre ligne de démarcation sépare aussi les usages socioprofessionnels et culturels de la langue, entre le code parlé et le code écrit, mais encore entre les différents usages d'une langue (le latin des clercs, celui des juristes, des enseignants, etc.). Enfin, les divers groupes de la population se partagent une diversité vertigineuse de langues et de dialectes locaux⁷. L'état d'hétérogénéité de la langue française et des autres langues qui cohabitent à cette époque maintient une fragmentation du tissu social qui empêche une véritable centralisation du pouvoir. Il n'en est pas moins le ciment d'un ordre hiérarchisé des structures sociopolitiques dont la stabilité est mise à l'épreuve.

Pour simplifier cet ordre des faits, à des fins de commodité, on peut résumer la hiérarchisation des pratiques politiques de la langue à trois phénomènes précis : la domination des langues de pouvoir, la diversité linguistique régionale, et l'émergence d'une politique culturelle nationale.

Le premier phénomène se concrétise par la répartition des langues en secteurs de pouvoir : le latin est la langue des juristes, des clercs et des enseignants, mais aussi la langue de transmission et d'exercice des pouvoirs administratif, religieux et culturel⁸. À l'intérieur de ces groupes professionnels, divers états de langues sont hiérarchisés : le grec, pour Henri Estienne, est « la roine des langues »⁹, et l'usage du latin divise Cicéroniens et anti-Cicéroniens. Les langues permettent ainsi à certains individus de se défi-

nir socialement, professionnellement et culturellement, au sein d'un même groupe ou d'un même lieu. Les usages de la langue savante suscitent l'appartenance à des groupes multiples et la coexistence de réseaux de sociabilité. À côté de ces langues classiques, qui relèvent de l'écrit, figure en bonne place un français parlé commun qui domine au Nord de la France, dans les villes et à la Cour. C'est le français « courtisan » cultivé par l'élite aristocratique et juridique du royaume qui s'en sert pour se démarquer des autres groupes¹⁰ et qui va servir de modèle à la nouvelle culture des Valois. Avec le développement urbain, l'essor de l'imprimerie et la diffusion des idées nouvelles, cette langue va faire l'objet d'acquisition et de discussion multiples. Moqué ou vanté, ce français courtisan de Paris — dont Ronsard pensait qu'il était le plus beau¹¹ — va s'exporter en province où il va être accueilli dans des salons et cercles culturels servant de relais¹².

Le deuxième phénomène — la diversité régionale — est lié à la fragmentation du pouvoir féodal partagé entre les grandes familles que les alliances ne suffisent pas à unifier. Du fait des intrigues de pouvoir, des rivalités familiales, des alliances à la fois européennes et dynastiques, et religieuses et politiques, le pouvoir central est faible puis fragilisé encore par l'échec des campagnes militaires de François I^{er} en Italie. En la quasi absence de contrôle direct et rapide du pouvoir royal centralisé à Paris sur les divers peuples de France et de Navarre, une autonomie relative de la culture provinciale favorise le maintien des particularismes linguistiques. Faut-il rappeler que le voyage de pacification entamé par le roi et la Cour en France en 1565 avait donné lieu à une ferveur orchestrée par la monarchie et par une réception locale affichant l'attachement des populations à leurs dialectes ?¹³ La promotion d'un français codifié comme instrument d'identification nationale était confrontée à bien des obstacles, voire des résistances. Malgré les difficultés de communiquer, à cause de la cacophonie linguistique que certains se plaisent à représenter (on pense à l'écolier limousin du *Pantagruel*, chap. VI) ou à dénoncer (Ch. de Bovelles, F. Fougerolles), la diversité des langues et dialectes est aussi vue comme un facteur de diversité culturelle. Cette faveur s'appuie sur la réalité linguistique des villes, telles Paris ou Lyon, et sur une coexistence de locuteurs dont la langue permet de reconstituer des réseaux, professionnels ou autres, et des zones d'influence. On le voit bien à Lyon, ou à la Cour qui met parfois aux prises les Italiens protégés par Catherine de Médicis et leurs opposants. La variété des idiomes cimente aussi une répartition en classes dans les villes du sud : l'occitan est la marque d'appartenance à un terroir, à un groupe familial et culturel alors que le français et le latin sont des instruments professionnels. Réelle, cette séparation n'est nullement un facteur d'exclusion des langues entre elles¹⁴.

En somme, malgré les inconvénients que la diversité linguistique peut faire encourir aux pratiques sociales (commerce, communication), celle-ci trouve en elle les solutions à sa diversité de par l'aptitude polyglotte des acteurs du pouvoir. La maîtrise de plusieurs langues constitue un atout à la communication entre ces locuteurs plurilingues. Ainsi, si les réformateurs de la langue française ont motivé leur action en voulant mettre de l'ordre dans cette diversité censée être un handicap, ils ont en réalité agi sous l'ordre exprès du pouvoir monarchique soucieux d'imposer une unité politique qui ne pouvait se réaliser sans l'homogénéité linguistique. « Un Roi, une foi, une loi » : cette devise pourrait ajouter « une langue ». En voulant imposer un français codifié unique, compris et obéi de tous, il s'agissait surtout de faire tomber les frontières régionales de la langue et du pouvoir. Geoffroy Tory ne dit rien d'autre lorsqu'il compare l'état du français en 1529 (le français de la Cour, le picard, le lyonnais, le limousin, le provençal) à celui du grec de l'Antiquité (« attique, dorique, aeolique, ionique, et comun »). « Notre langue est aussi facile à reigler et mettre en bon ordre »¹⁵ que le fut le grec, conclut G. Tory. La politique culturelle mise en œuvre par François I^{er} vise à faire fi des obstacles traditionnels (survivance du latin dans l'enseignement et dans l'Église, et attachement populaire aux dialectes régionaux¹⁶) pour promouvoir une culture de classe monarchique que le peuple est invité à contempler pour mieux adhérer à une conception forte et centrale du pouvoir.

II. Centralisation du pouvoir et « illustration » du français

Si, selon le bon mot du général de Gaulle, on ne saurait gouverner un pays comme la France qui produit autant de fromages, il semble tout aussi logique d'éprouver des difficultés à gérer une nation comportant autant de langues différentes. Le pouvoir central l'a compris très tôt au XVI^e siècle qui, sous la gouverne de François I^{er}, chercha à se doter d'instruments d'unification. La culture fut le vecteur de l'unité politique intérieure, la langue son outil privilégié.

Déjà, sous le règne de Louis XII, quelques écrivains avaient pressenti et suggéré que le développement d'une politique culturelle visant à promouvoir le français pouvait favoriser une forme d'unité politique. Ainsi, Claude Seyssel, conseiller du roi, traducteur de Sénèque, Xénophon, Diodore et Thucydide entre autres, proposait de constituer une « licterature en françois » pour que ceux qui n'étaient point versés dans les langues anciennes pussent comprendre « la Sainte Escriture, la philosophie morale, la medecine et l'histoire »¹⁷. Sans en avoir l'air, cet encouragement à développer l'instruction des sujets du roi de France — à commencer par ceux qui l'administraient —

n'était pas sans répercussion sur le plan de la formation de l'unité politique. Seyssel était-il conscient, comme d'autres de ses proches, de ces enjeux ? Rien ne permet de l'affirmer. S'il invite son roi à « magnifier » la France par le développement des pratiques culturelles du français — comme l'avaient fait les empereurs romains pour le latin —, il a sans doute encore à l'esprit l'essor de la culture italienne qu'il avait pu admirer lors de ses voyages et le désir de voir la France rivaliser avec sa concurrente européenne¹⁸. Par mimétisme, la France devait se donner les moyens de ses ambitions politiques pour unifier le pays et exporter sa culture afin de voir l'Italie l'assimiler, de la même façon que la France avait adopté certains traits de la culture italienne. Quelque décisive que fût l'influence jouée par les intellectuels français sous Louis XII puis François I^{er}, l'essor de la culture française par le biais de la langue prit un tour résolument politique. Même si les preuves manquent pour établir un rapport de cause à effet entre la promotion de la langue française et l'effort d'unification nationale, on constate pour le moins une coïncidence entre ces deux phénomènes. On peut résumer les effets de cette conjonction linguistique et politique en trois éléments : la gestion des affaires publiques, la communication sociale, et la rivalité culturelle avec l'Italie.

Si la préoccupation linguistique n'est pas la première et la plus importante aux yeux du pouvoir, à l'aune du XVI^e siècle, en revanche l'administration des affaires publiques domine. Or pour gouverner, défendre et faire la guerre, il faut que le roi se fasse entendre de ses sujets, aux confins du royaume, qu'il se fasse obéir pour récolter l'impôt. L'intérêt du royaume commande logiquement l'unification de la langue pour faciliter la communication entre le roi et ses seigneurs, ses serviteurs établis en province pour faire appliquer la justice et l'administration. Cet intérêt de se doter d'une langue administrative d'État ou nationale devait germer dans les esprits depuis longtemps, et la date de 1539 (ordonnance de Villers-Cotterêts), qui proscrivait le latin du domaine administratif et judiciaire, ne constitue qu'une étape, et peut-être l'aboutissement, d'une politique linguistique latente visant à asseoir l'hégémonie du français face au latin¹⁹. En vérité, au cours des siècles, une série d'édits et d'ordonnances avaient peu à peu écarté le latin pour le remplacer par le français dans le règlement des affaires publiques. Dès 1254, la grande ordonnance sur la réforme de l'administration et la police est rédigée en français ; sous le règne de Charles IV (1322–1328) la proportion de chartes en vernaculaire passe de 11 à 25 % ; sous le règne de Philippe VI, à partir de 1330, le taux d'actes français grimpe à 80%²⁰. Selon l'historien Commynes (*Mémoires*, VI.6), Louis XI songeait à une loi unique en français. Déjà, le français avait remplacé le latin. L'ordonnance de 1539 venait donc entériner, avaliser un état de fait. Là encore, les usages avaient précédé les décisions

politiques. La création d'une langue juridique stable permettait de répondre aux besoins de la population et de cimenter un pouvoir de plus en plus centralisateur. Les édits royaux ont cette particularité d'imposer à tous une langue juridique qui est d'abord celle du roi. La coïncidence n'est pas fortuite ; tout en continuant à exister auprès du français, derrière lui, les langues régionales seront rattachées à lui grâce à l'effort des écrivains (poètes et philologues) qui œuvrent à les ordonner et à les hiérarchiser.

On voit bien, ainsi, quel intérêt il y avait pour une société politique à se doter sinon d'une langue unique et parfaitement normative, du moins d'un code linguistique à base romane comprise par la plupart des locuteurs. Cette évidence n'en est pas une au XVI^e siècle, pas plus en France qu'en Italie ou en Espagne. Du fait de la bigarrure linguistique qui prédomine à cette époque, la communication sociale n'était pas garantie. Entre la France du Nord et celle du Sud, entre les diverses provinces du royaume, il n'y a pas de continuité linguistique. À tel point que le français parlé et écrit, requis dans la sphère politique, pose de sérieuses difficultés de compréhension. Il est inutile de se tourner alors vers le latin qui, selon les témoins de cette époque, est diversement compris et dénaturé²¹. Ce qui apparaît comme un gage de richesse culturelle peut vite devenir un obstacle à la communication rapide et efficace des interlocuteurs. De par leurs origines régionales, les sujets français se voyaient contraints par des codes et des usages qui ne facilitaient guère les échanges (politiques, économiques, etc.). Au moment où l'Europe connaît un essor économique, le développement incite à une unification de la langue. De Geoffroy Tory à Michel de Montaigne, en passant par Clément Marot et Pierre de Ronsard, on a conscience de la diversité linguistique française, riche mais peu commode, et du besoin d'« illustrer » la langue française à partir d'une même base. C'est le français « parisien », « courtois », concrétisant un état de langue que les écrivains d'alors considéraient comme plus « poli », soigné et raffiné. Si sa base est le « roman », en réalité il ne comporte d'homogénéité que de façade. Ce sera aux écrivains, sollicités par la couronne ou offrant spontanément leurs services, de poser les bases du développement et de codification du français²². Tous seront mis à contribution : artisans et scientifiques fixant les termes techniques, grammairiens et imprimeurs présentant des méthodes d'acquisition et de transmission de la langue, et bien d'autres encore.

De fait, sous le règne de François I^{er}, instigateur d'une nouvelle politique conquérante française par la culture — dont Gilbert Gadoffre a retracé la genèse et défini ses agents²³ —, tous les acteurs de la vie culturelle sont mis à contribution. L'objectif est alors clair : illustrer la langue française pour relever le défi qu'incarne le modèle italien. Face au rival italien, à sa

puissance politique, militaire et culturelle — qui offre par ailleurs l'exemple d'un débat des langues régionales —, la France souhaite importer le modèle culturel pour l'implanter d'abord chez elle puis rivaliser et dépasser son homologue italienne²⁴. Le développement de la culture nationale en français, toute imprégnée du prestige de l'Antiquité légué encore par l'Italie, prend la forme d'un combat héroïque contre les attaches ancestrales aux régionalismes et contre la fascination mimétique du modèle étranger. Si la monarchie française donne l'impulsion de cet essor du français et de l'enrichissement de sa langue, c'est pour susciter un engouement général et mobiliser toutes les énergies nationales afin de balayer le latin comme l'italien. G. Tory, F. Rabelais, J. Lemaire de Belges, J. Du Bellay, P. de Ronsard, Ph. Desportes, tous à des degrés divers soutiennent et véhiculent cette vision culturelle éminemment politique. Inutile de citer les nombreux passages où ils déclarent prendre les armes pour défendre la cause du français. Ces textes sont dans l'esprit de tous les lecteurs d'aujourd'hui. Leur combat prend plusieurs formes : codification de la langue française, développement d'une poétique des genres français, et traduction du patrimoine culturel en français.

La codification du français fut lente et parsemée d'embûches qui en empêchèrent la réalisation effective avant le premier quart du XVI^e siècle. Tout cela est bien connu. Les étapes techniques de cette évolution vers une norme ont été rappelées et détaillées avec brio par F. Brunot²⁵. Ce qui est à remarquer dans l'optique qui nous occupe ici est que l'entreprise des grammairiens pour favoriser l'autonomisation du français et sa valorisation par des règles propres correspond au développement progressif du français dans les collèges et dans l'édition. Si 10 % des livres publiés au début du XVI^e siècle sont en français, ils représentent 50 % des livres vers 1560–1570 et plus de 60 % vers 1600. Cet essor s'effectue aux dépens du latin qui, tout en restant la langue de l'instruction au collège et à l'université, perd du terrain comme une bonne part des langues anciennes²⁶. Le développement des traductions, des ouvrages de vulgarisation de l'Antiquité qu'on observe vers la fin du XVI^e siècle, s'explique aussi par ce recul du latin, et du grec, de moins en moins lus et compris du public, et peut-être aussi délaissés au profit des ouvrages en langues vulgaires, française et étrangères. La diffusion imprimée et l'enseignement pouvaient d'autant mieux s'implanter qu'ils bénéficiaient du nouveau prestige de la littérature nationale en langue commune. Les premiers écrivains à vanter l'illustration du français, dans le sillage de G. Tory, avaient d'emblée cherché à valoriser la tradition nationale culturelle. *La Deffence et illustration de la langue françoise* de Du Bellay — qui décalque le modèle de Speroni — débute sur un vigoureux éloge du français pour poursuivre sur une réflexion sur la poétique des genres. Que Du Bellay fasse preuve de

dédains à l'égard de ses prédécesseurs français et se tourne vers l'exemple de l'Antiquité n'est pas tout ; ce serait oublier qu'il centre tout son propos sur la puissance et la richesse du français auquel il tente de conférer dignité et noblesse. La langue française est le point de son opuscule d'où tout part et où tout aboutit. Alors que l'*Art poétique françois* de Th. Sébillet (1548) réservait sa réflexion sur la langue par quelques remarques de détails sur la prononciation du français, l'ouvrage de Du Bellay se focalisait sur la langue même avant de passer à l'examen des genres littéraires. Les titres des chapitres ne cessent de répéter le mot « françois » comme un hymne à sa grandeur. Ceux qui, à intervalles réguliers, s'interrogeront sur la nature de la poésie, tels J. Peletier (*Art poétique*, 1555), A. Fouquelin (*La Rhétorique française*, 1555) ou Ronsard (*Abbrégé de l'art poétique françois*, 1565), s'efforceront de prolonger l'illustration de la langue française en examinant soit la métrique, les genres littéraires, et la rhétorique.

Aucun, toutefois, n'approchera l'intensité et la ferveur du livre de J. Du Bellay, véritable manifeste de courtisan pour répondre à l'appel lancé par François I^{er} à écrire en sa langue. Concepteur d'un présent glorieux du français, Du Bellay visait à l'enrichissement de la langue par d'autres langues, anciennes et modernes. Faute de mieux, la traduction est autorisée même s'il énonce des réserves à son sujet. Ce n'est pas que Du Bellay y soit hostile ; c'est plutôt qu'il exhorte à écrire en français (II.12) pour glorifier son pays. Tout, d'ailleurs, doit être mis en œuvre en faveur de son développement, les langues étrangères servant comme les dialectes régionaux à son « amplification ». En somme, l'essor du français comme langue de culture prend deux formes : d'une part, la traduction d'ouvrages étrangers en français — qui donne lieu à une réflexion par les traducteurs sur les ressources du français par rapport à la langue source ; d'autre part, l'adaptation de structures linguistiques et poétiques par laquelle le français se nourrit de ses sources et les assimile. Comme le traité de Du Bellay le suggère en 1549, l'écrivain est placé devant deux chemins : traduire ou assimiler. Dans les deux cas, il fait œuvre de création linguistique en faveur de la France et, du même coup, de la politique royale. On verra aussi que l'impulsion d'écrire en français, déclenchée par le pouvoir politique, afin d'assurer une plus grande cohésion nationale se retournera contre lui au moment de la Réforme. Ce seront alors les écrivains de la Contre-Réforme qui tenteront de reprendre l'initiative de l'autorité religieuse en se plaçant sur le même terrain que leurs adversaires : celui du français.

III. Culture nationale et identités régionales : entre assimilation et aliénation ?

Si « la conscience nationale suppose l'acquisition d'une mémoire qui fonctionne comme un langage porteur et producteur de sens », ainsi que le fait remarquer Claude-Gilbert Dubois²⁷, le medium privilégié du XVI^e siècle ne peut être que la langue elle-même. Celle-ci, on l'a vu, est convoquée par le pouvoir monarchique afin d'accroître une centralisation progressive de son contrôle. De François I^{er} à Henri IV, en effet, s'observe une belle continuité dans la politique culturelle française. Mais cette primauté du véhicule linguistique — qui est loin d'atteindre l'homogénéité espérée — ne pouvait pleinement gagner les esprits qu'en s'accompagnant de la promotion d'une conception nationale de la France, une certaine idée de « la nation françoise ». Il n'est donc guère surprenant de constater que, parallèlement à sa codification comme norme linguistique, le français ait fait l'objet d'une conceptualisation historique : de medium, de support de la communication et de l'esthétique, le français est devenu objet d'étude pour lui-même, un de ces « lieux de mémoire » chers à P. Nora²⁸. De moyen, la langue a été perçue comme une fin en soi. D'instrument de création de formes culturelles et historiques, elle s'est prise pour objet, cherchant dans cette réflexivité à fonder une nouvelle légitimité historique de la nation en gestation. Le rôle dévolu à la langue française, dans son rapport à la définition d'une conscience collective, se concrétise par des phénomènes multiples et concurrents. Nous en examinerons ici trois : la recherche des origines historiques du français, la fondation historique de la nation française par une mythologie française, et le maintien, voire la revendication, des particularismes régionaux.

La recherche des origines historiques du français est partie prenante de la conception de l'histoire que se font les hommes de la Renaissance. Partagés entre une conception cyclique et une vision téléologique de l'Histoire, ils sont tous préoccupés par la question des origines qui fondent et donnent sens à leur vision du monde. La question de la naissance de la langue française ne pouvait échapper à cette enquête philosophique et historique et être pensée en dehors de ses cadres conceptuels. Est-ce alors une surprise de voir la *Deffence et illustration* de Du Bellay s'ouvrir par un chapitre sur « L'origine des langues » ? En fait, Du Bellay s'inscrit dans un vaste débat qui implique diversement philosophes, théologiens et grammairiens²⁹. Les langues sont-elles arbitraires ou construites ? Innées ou acquises ? Y a-t-il des langues barbares, vulgaires et nobles ? Comment naissent-elles et disparaissent-elles ? Toutes ces questions font l'objet d'âpres discussions qui confrontent tant la Bible que Platon ou Aristote. Les écrivains français s'en préoccupent et ten-

tent par l'examen historique de situer la naissance et l'évolution du français. Par-là, ils tentent surtout de consolider une continuité historique entre les langues anciennes et modernes, puis de célébrer la *translatio studii et imperii* par laquelle l'Antiquité serait passée d'Italie en France. Théoriciens, comme Du Bellay (1549), poètes, comme Ronsard (1550), historiens, comme Claude Fauchet et Étienne Pasquier, puisent aux sources du passé une nouvelle légitimité pour le français moderne. Qu'ils soulignent le poids de l'héritage linguistique antique (étymons), qu'ils admettent l'influence de l'italien de la Renaissance — lui-même nourri du provençal au Moyen Âge —, ils sont tous hantés par le même objectif : donner à la langue française une histoire à travers laquelle le sujet français peut adhérer à un pays commun, une identité collective. Dans ce contexte, il peut paraître vain de comparer le français aux autres langues européennes, antiques et modernes, comme le font pourtant les intellectuels de l'époque, pour conclure sur la supériorité de l'une sur les autres. L'essentiel est ailleurs : il réside dans la stratégie d'un peuple pour se donner une langue commune et une unité nationale. Cette question n'allait pas de soi si l'on en juge par les ouvrages historiques datant de la fin du XVI^e siècle. C'est en 1581 que Claude Fauchet publie son *Recueil de l'origine de la langue et poesie françoise* (Paris, R. Estienne) dans lequel il tente de recenser les ouvrages en langue française. Certes, ce travail correspond au goût d'alors pour les histoires et les compilations encyclopédiques ; mais il signale peut-être aussi que la conscience d'une nation française établie sur la langue était loin d'être partagée. La lecture des *Recherches de la France* d'Étienne Pasquier (1596) semble conforter cette hypothèse. Malgré le chemin parcouru, la conviction d'une homogénéité historique par la langue commune ne faisait pas l'unanimité. Si Pasquier s'efforce de montrer « la diversité de l'ancienne langue françoise avecques celle d'aujourd'huy » (III.3) pour déclarer que la littérature du XVI^e siècle a dépassé les précédentes, il reste prudent sur l'état de perfection de la langue et penche pour un relativisme historique³⁰. La qualité d'une langue vaut surtout pour le siècle qui l'a produite et illustrée. De son côté, Fauchet remarque que « la langue françoise a esté cogneue, prisée et parlée de plus de gens, qu'elle n'est à present » (I.5)³¹. La faute en incombe à la fortune militaire et politique du pays. En somme, si chacun éprouve le désir de conférer une histoire à la langue, il le réalise non sans difficultés et surtout dans l'intention déclarée ou non de rattacher la France moderne à des racines.

Outre la recherche historique du français, les penseurs de l'époque s'efforcent de poser les fondations d'une Histoire de la France. Une ambition aussi périlleuse que d'écrire l'histoire de la langue. Là encore, en fonction du point de vue qui est le leur, les écrivains se tournent soit vers l'Antiquité,

soit vers le patrimoine « gaulois », soit vers la réalité historique, soit vers le mythe. Cl.-G. Dubois a bien retracé, dans un livre devenu classique³², les enjeux, les étapes et les résultats de cette écriture de l'Histoire en France au XVI^e siècle. Deux perspectives dominent : celle des historiographes et des historiens, pas toujours distincts, et celle des poètes et des écrivains de fiction. Les premiers tentent d'atteindre la vérité, les autres de produire un discours de la vraisemblance. On sait que chez Ronsard cette différence méthodologique alimente un débat vigoureux, certes non dénué d'arrière-pensées courtoises³³. En dépit de leurs différences (prose / vers, vérité / vraisemblance, etc.), tous deux sont animés par la même ferveur encomiastique d'édifier une histoire noble de la France, comme nation politique et culturelle. Le rêve et la fiction prennent alors le pas sur le souvenir et la réalité. Chacun se crée ses héros fondateurs (Francus...) et ses peuples guerriers (Celts et Gaulois)³⁴. On vante les racines « galliques » de la nation en cherchant à rappeler la diversité du folklore régional. Embryonnaire chez Du Bellay en 1549, la revalorisation du peuple français par son histoire devient le cœur des ouvrages de Ronsard, vingt ans plus tard, et de Fauchet et de Pasquier à la fin du siècle. Alors que Du Bellay, avec l'ensemble de ses camarades, souhaitait prendre ses distances par rapport au Moyen Âge (raison peut-être de son silence sur les fondations nationales du français et de la France), Ronsard constitua son histoire française en rattachant son héros Francus à la généalogie des rois depuis l'Antiquité romaine. La langue et la littérature françaises sont laissées pour compte dans ce processus. Francus, héros « gallique », n'a de raison d'être que parce qu'il est issu de la dynastie mythique de l'Olympe et de Francion, ce qui autorise Ronsard à passer sous silence l'histoire des rois français. À l'opposé, les historiens — ceux de la culture française, plutôt que les historiographes comme Du Haillan chargés d'embellir l'histoire du roi contemporain³⁵ — s'attachent à retracer et à promouvoir le mythe des racines gauloises. En rapportant les mœurs gauloises à la culture de l'occupant antique (romain) dans bon nombre de sites français, ils cherchent à fixer l'existence historique d'une permanence de la mémoire culturelle et sociale. Fauchet prétend « trouver les traces de l'ancienne langue Gauloise » (I.2) et examiner l'influence des langues extérieures sur le français par le contact qu'elles ont eu avec ce dernier. Sa vision de l'histoire linguistique n'est pas proprement diachronique et marquée par la continuité (succession des langues de l'hébreu au français). Cet examen historique aboutit à la revalorisation du patrimoine littéraire médiéval qui autorise la prise de conscience des mutations du peuple français au cours des siècles. Plus de rupture donc entre Moyen Âge et Renaissance, plus besoin de se tourner vers l'Antiquité pour trouver des mythes fondateurs à la nation française en passant sous silence la

parenthèse médiévale. Curieusement, en prônant l'usage du français nouveau pour fonder l'unité culturelle et nationale, les écrivains auront redécouvert les racines du français et son patrimoine culturel — jusqu'ici désavoué par une élite culturelle tournée vers les Anciens.

Malgré la progression du français « courtois » ou « parisien » comme langue de pouvoir (politique, économique et culturel), qui surpasse alors et écarte le latin, la France de la fin du XVI^e siècle présente une carte linguistique disparate. La promotion du français normatif, loin d'avoir atteint son but, a fait reculer l'usage des langues anciennes et favorisé l'émergence d'une conscience identitaire. Mais elle a incidemment suscité une tentation identitaire individualiste et communautaire qu'elle était loin d'envisager. À l'espoir d'un pays centralisé a succédé le constat, parfois amer, d'une France divisée.

D'abord, le français normatif ne s'est pas imposé partout. Il coexiste dans diverses régions avec de nombreux dialectes. Certes, ceux-ci perdent de leur prestige du fait de l'adhésion des élites provinciales à la prééminence du français dans les affaires locales. L'idiome français permet alors de tracer une ligne de partage entre les groupes sociaux. Par ailleurs, les dialectes dont la dignité a été promue par les écrivains en quête de glorification du patrimoine français, sont parlés encore en province et à Paris même, lieu d'arrivée des courtisans de province. Du fait de l'enracinement profond des écrivains dans leurs terroirs d'origine, la langue française littéraire accueille de nombreux régionalismes. Ronsard revendiquait son droit de nourrir ses vers de lexèmes qui évoquent son pays en 1550 ; à la fin de sa carrière, il en fait un principe moteur de l'enrichissement de la langue³⁶. Du coup, la langue reste bariolée, marquée çà et là de régionalismes. Montaigne le reconnaît à propos de sa langue : « Mon langage françois est alteré, et en la prononciation et ailleurs, par la barbarie de mon creu »³⁷. On pourrait en dire autant de bon nombre d'usages linguistiques chez des locuteurs où la mixité domine³⁸, et chez des écrivains qui s'expriment parfois en français et en occitan, ou publient en trois langues. Qu'on songe au poème que Du Bartas compose en 1578 pour saluer l'entrée de la reine de Navarre à Nérac, à la fois composé en latin, en français et en gascon³⁹. Cet exemple illustre bien une des tendances du regain des dialectes régionaux chez les acteurs culturels : les élites provinciales recourent à leurs idiomes pour saluer et chanter la monarchie lorsque celle-ci leur rend visite. On le voit à Lyon, pour l'entrée des rois Henri II et Henri IV, on le voit ailleurs lorsque les villes établissent un programme complet de célébration (Narbonne, Bordeaux...). Il s'agit alors de faire coïncider une culture locale et une culture royale. Dans ce mariage, on loue l'excellence de la première au moyen de l'idiome provincial. Dans la pastorale citée de Du

Bartas, le gascon emporte la compétition des trois langues. Les Académies provinciales, tels les Jeux floraux de Toulouse, donnent alors un cadre institutionnel à une culture valorisée par les traités des théoriciens pour qui les dialectes régionaux se mettent au service du français du roi⁴⁰. Ronsard déclare *in fine* : « Je te conseille d'user indifferemment de tous dialectes [...] entre lesquels le Courtisan est tousjours le plus beau, à cause de la Majesté du Prince : mais il ne peut estre parfait sans l'aide des autres »⁴¹. Si l'adhésion à un français « courtisan » se répand parmi les élites du royaume, elle n'exclut donc point la survivance de pratiques anciennes. Mieux, la promotion du français a suscité un engouement pour les parlers régionaux dans la mesure où le discours culturel de la France a rendu hommage à ses particularismes provinciaux. D'une certaine manière, la dissémination de la langue française a modifié l'équilibre géographique des langues en France, la modifiant à son avantage, pour susciter une cohésion nationale assez fragile.

En somme, si le français de la Renaissance a été l'instrument d'une politique culturelle mise au service du pouvoir politique centralisateur, sa promotion a causé de nombreux effets contrastés ou contradictoires. Langue de pouvoir, le français courtisan n'a pas laminé les particularismes régionaux mais il s'est nourri d'eux et a conduit à une nouvelle pratique linguistique et administrative par les élites. Langue de savoir, le français a fait sa place à côté des langues anciennes pour « vulgariser et démocratiser », voire libérer, les acquis de la pensée scientifique. Langue de culture, le français a pu atteindre une dignité nationale lui permettant de rivaliser avec les autres nations européennes. Langue de communication, le français a favorisé l'émergence d'un accès neuf aux Écritures Saintes et d'une liturgie nouvelle, initialisée et accompagnée par la Réforme, et qui conduira la France aux Guerres de religion. Le français comme langue de culte religieux aura ainsi ouvert la boîte de Pandore. Censé unifier, il aura créé un schisme au sein de l'Église. Instrument de diffusion des idées de la Réforme, il aura permis l'éclosion d'une littérature pieuse à qui l'on doit des chefs-d'œuvre théologiques, scientifiques et poétiques. La prose de Jean Calvin, pour diffuser l'*Institution chrétienne*, les Psaumes de Clément Marot, les *Tragiques* d'Agrippa d'Aubigné, figurent parmi les plus belles réussites et les plus controversées du temps en brisant le carcan contraignant du latin d'église. La Contre-Réforme le comprendra vite et encouragera l'essor d'une littérature de piété en français (Psaumes, etc.) pour contrer l'avancée de sa rivale. S'il n'y a pas eu d'unification de la langue et par la langue, celle-ci aura été au centre de débats qui favorisèrent plutôt une certaine harmonisation.

Queen's University

Notes

1. Je tiens à remercier les trois lecteurs anonymes de leur lecture aussi attentive que critique. La rédaction finale de la présente étude doit beaucoup à leurs remarques.
2. Ce « Grand Travail de Recherche Concertée », financé par le Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada (2005–2010), et regroupant une équipe d'une dizaine de chercheurs de plusieurs universités (Université d'Ottawa, Queen's University, Université du Québec à Montréal, Université de Montréal, ENS de Lyon, University of Pennsylvania, etc.), a pour objectif d'étudier la notion de variation (linguistique, littéraire) dans le français préclassique, à partir d'un corpus de textes de la France et de la Nouvelle-France, du Moyen Âge au XVII^e siècle.
3. Voir son *Histoire de la langue française des origines à nos jours* (Paris : A. Colin, 1967), t.II, « Le XVI^e siècle ».
4. *Lyon et l'illustration de la langue française à la Renaissance* (dir. G. Defaux, Lyon : ENS Éditions, 2003), p.18.
5. Charles de Bovelles, *Liber de differentia vulgarium linguarum et Gallici sermonis varietate* (Paris : R. Estienne, 1533), cité par G. Defaux, *op. cit.*, p.19.
6. « Illustration du français et persistance des langues régionales. La pluralité linguistique dans la constitution des idéologies sociales en France à l'époque moderne », in G. Defaux, *op. cit.*, p.149.
7. J. Monfrin, « Les parlers en France », in *La France et les Français*, éd. M. François, Bruges-Paris, « La Pléiade » (Paris : Gallimard, 1981), p.745–75.
8. Sur le français comme langue du pouvoir, voir la récente étude synthétique de S. Lusignan, *La langue des rois au Moyen Âge. Le français en France et en Angleterre*, « Le nœud gordien » (Paris : Presses Universitaires de France, 2004), en particulier les chapitres I, II et III, où la question de la diversité linguistique est examinée jusqu'au règne de François I^{er}.
9. H. Estienne, *Traicté de la conformité du langage François avec le Grec* (Genève : H. Estienne, 1565), Préface.
10. Voir Abel Mathieu, *Devis de la langue françoise* (Paris : R. Breton, 1556), f° 22 r° : « [...] quant au destroit de France à parler proprement [...] il est repandu deça et delà où sont les hommes bien apris, dont la plupart s'est retirée en la court du Roy, aux maisons des Princes et granz seigneurs, ou es Justices souveraines et courtz de parlement ».
11. Voir la préface posthume de *La Franciade* (1587), in *Œuvres complètes*, éd. P. Laumonier (Paris : STFM, 1950), t. XVI, p.350.
12. Sur cet aspect, voir la synthèse de L. Klark Keating, *Studies on the Literary Salon in France 1550–1615* (Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1941).
13. Sur la réception offerte au cortège royal par les provinciaux, voir *The Royal Tour of France by Charles IX and Catherine de' Medici. Festivals and Entries (1564–66)*, éd. V. E. Graham et W. McAllister Johnson (Toronto, Buffalo : University of Toronto Press, 1979).
14. Sur cette précision, voir P. Cohen, article cité, p.160.
15. Cité par P. Cohen p. 151, et G. Defaux, *op. cit.*, p.20.
16. Sur cet aspect, voir les chapitres décisifs que lui consacre F. Brunot, *op. cit.*, p.6–26.

17. Voir la préface de Seyssel à sa *Translation de Justin* publiée après sa mort (Paris, 1559). Le prologue adressé au roi date de 1509 (voir ce texte dans les *Premiers combats pour la langue française*, éd. Cl. Longeon [Paris : Livre de Poche, 1989, p.23–27]).
18. Sur ces questions de rivalité culturelle entre la France et l'Italie, voir R. Cooper, *Litterae in tempore belli. Études sur les relations littéraires italo-françaises pendant les guerres d'Italie* (Genève : Droz, 1997), *Passer les monts. Français en Italie-l'Italie en France (1494–1525)*, études réunies par J. Balsamo (Paris : H. Champion, 1998), et de J. Balsamo, *Les Rencontres des Muses. Italianisme et anti-italianisme dans les Lettres françaises de la fin du XVI^e siècle* (Genève : Slatkine, 1992).
19. Les historiens de la langue le rappellent expressément ; voir *la Nouvelle histoire de la langue française*, sous la direction de J. Chaurand (Paris : Seuil, 1999), p.118–124 [pour le Moyen Âge] et p.149–159 [pour le XVI^e siècle]. Les historiens de la langue française sont divisés sur le sens et la portée de l'Ordonnance de Villers-Cotterêts : si F. Brunot voit en elle l'expression politique d'imposer le français de Paris contre le latin et les dialectes régionaux, d'autres considèrent plutôt que seul le latin est visé par l'ordonnance. Parmi les partisans de cette interprétation-ci, on peut citer L. Febvre, « Politique royale ou civilisation française ? Remarques sur un problème d'histoire linguistique », *Revue de Synthèse Historique* 38 (1924), p.37–53 ; H. Peyre, *La Royauté et les langues provinciales*, (Paris : Les Presses Modernes, 1933) ; P. Fiorelli, « Pour l'interprétation de Villers-Cotterêts », *Le Français moderne* 4 (1950), p.277–288 ; D. Trudeau, « L'Ordonnance de Villers-Cotterêts et la langue française : Histoire ou interprétation ? », *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance* 45/3 (1983), p.461–472 ; G. Boulard, « L'ordonnance de Villers-Cotterêts : le temps de la clarté et la stratégie du temps (1539–1992) », *Revue historique* 301/1 (1999), p.45–100, et P. Cohen, « L'imaginaire d'une langue nationale : l'État, les langues et l'invention du mythe de l'Ordonnance de Villers-Cotterêts à l'époque moderne en France », *Histoire Épistémologie Langage* 25/1 (2003), p.19–70.
20. Sur ces chiffres et l'évolution des actes de chancellerie aux XIII^e–XIV^e siècles, voir S. Lusignan, *op. cit.*, p.73 et suiv.
21. Comme le rappelle G. Defaux dans la « Présentation » de *Lyon et l'illustration de la langue française à la Renaissance*, *op. cit.*, p.24–25.
22. Sur cette « langue de la Cour », voir les pages importantes que D. Trudeau lui consacre dans *Les Inventeurs du bon usage (1529–1647)* (Paris : Éditions de Minuit, 1992), p.49 et suiv.
23. G. Gadoffre, *La Révolution culturelle dans la France des humanistes : Guillaume Budé et François I^{er}* (Genève : Droz, 1997).
24. Sur la rivalité du français et de l'italien, voir J. Balsamo, *Les Rencontres des Muses [...]*, *op. cit.*, chapitres III et IV. Les écrivains français reprennent à leur compte la discussion sur le choix de la langue littéraire en vernaculaire que les Italiens – tels P. Bembo, vers 1530, à la suite de la réflexion linguistique de Dante, *De vulgari eloquentia* (traduit en français en 1576 à la demande de Henri III, féru d'éloquence) – avaient ouverte à propos du « vulgaire illustre » (le toscan littéraire vs. la langue parlée). Voir D. Trudeau, *op. cit.*, p.46–49, et la mise au point de M.Fumaroli, « Aulæ Arcanae. Rhétorique et politique à la Cour de France sous Henri III et Henri IV », *Journal des savants* (avril–juin 1981), p.137–189 (repris dans *La diplomatie de l'esprit* [Paris, Hermann, 1994], p.59–124), et les pages qu'il consacre à « La Défense et illustration de la langue française », dans

« Le génie de la langue française », in *Les Lieux de mémoire, III. Les France. 3. De l'archive à l'emblème*, dir. P. Nora (Paris : Gallimard, 1992), p.926 et suiv.

25. Voir *op. cit.*, livre deuxième, p.94 et suiv.
26. Voir l'*Histoire de l'édition française*, t.I : *Le livre conquérant du Moyen Âge au XVII^e siècle*, sous la dir. de R. Chartier (Paris : Promodis, 1982).
27. Voir « Qu'est-ce qu'une nation ? », in *L'imaginaire de la nation (1792–1992)*, actes du colloque européen de Bordeaux (1989), études réunies par Cl.-G. Dubois (Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux, 1991), p.20. Voir aussi l'article de M. Fumaroli, « Le génie de la langue française », déjà cité.
28. *Les lieux de mémoire, op. cit.*
29. Voir *Babel à la Renaissance*, éd. J. Dauphiné et M. Jacquemier (Mont-de-Marsan : Éditions InterUniversitaires, 1999).
30. *Les Recherches de la France*, éd. critique de F. Roudaut, M.-M. Fragonard et alii (Paris : H. Champion, 1996), t.III, livre VIII, chap.3, p.1526.
31. *Recueil de l'origine de la langue et poesie françoise* (1581), éd. J. Espiner-Scott (Paris : Droz, 1938), livre I, chap.5, p.70 et suiv.
32. Voir Cl.-G. Dubois, *La conception de l'histoire en France au XVI^e siècle (1560–1610)* (Paris : Nizet, 1977).
33. Voir les préfaces à *La Franciade* (1572 et 1597), éd. citée, t.XVI, p.3–7, et 339–340.
34. Sur l'établissement de ces mythes fondateurs au XVI^e siècle, voir Cl.-G. Dubois, *Celtes et Gaulois au XVI^e siècle : le développement littéraire d'un mythe nationaliste* (Paris : J. Vrin, 1972).
35. Bernard de Girard, sieur Du Haillan, *La promesse et desseing de l'histoire de France* (Paris : P. L'Huillier, 1571) et *Histoire de France* (Paris : P. L'Huillier, 1576).
36. Voir les *Odes* (1550), « Au lecteur », « Avertissement au lecteur », et « Suravertissement au lecteur », éd. citée, t.I, p.49, 50–55, et 57–59.
37. *Essais*, II. 17 ; Montaigne poursuit : « je ne vis jamais homme des contrées de deçà qui ne sentit bien evidemment son ramage et qui ne blessast les oreilles pures françoises. Si n'est-ce pas pour estre fort entendu en mon Perigordin, car je n'en ay non plus d'usage que de l'Allemand ; et ne m'en chaut guere. C'est un langage, comme sont autour de moy, d'une bande et d'autre, le Poitevin, Xaintegois, Angoumois, Lymosin, Auvergnat [...] ».
38. Il suffit par exemple de consulter la *Correspondance* de Marguerite de Valois, éd. É. Viennot (Paris : H. Champion, 1999), dont la langue se différencie du français de chancellerie rédigé par les secrétaires du roi (voir notamment les *Lettres de Henri III* [Paris : Klincksieck, 1953], et les *Lettres de Catherine de Médicis*, éd. H. de La Ferrière, [Paris : Impr. Nationale, 1895]).
39. Voir « Le poème trilingue de Du Bartas », éd. H. Guy et A. Jeanroy, *Annales du Midi* 14 (1902), p.363–373.
40. Voir J. Peletier, *L'Art poetique d'Horace* (Paris : M. de Vascosan, 1545), p.39.
41. Préface posthume de *La Franciade* (1587), éd. citée, t.XVI, p.350.